



**PRÉFET
DU PAS-DE-
CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale du Littoral
Rue du pont de Pierre
CS60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 12/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PIN-FLOC

ZAC de la Vigogne
rue des Argousiers
62600 Berck

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G3\PIN FLOC_Berck sur
Mer_0007002962\2_Inspections\2024 05 Confinement
Code AIOT : 0007002962

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/05/2024 dans l'établissement PIN-FLOC implanté ZAC de la Vigogne rue des Argousiers 62600 Berck. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée de manière inopinée. Il s'agit d'une action menée sur une trentaine d'établissements présents sur le territoire de l'unité départementale, visant à vérifier la capacité des exploitants à mettre en œuvre le système de rétention des eaux d'extinction en cas d'incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PIN-FLOC

- ZAC de la Vigogne rue des Argousiers 62600 Berck
- Code AIOT : 0007002962
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Pin Floc est une unité de fabrication de flocs textiles autorisée par arrêté préfectoral du 22/02/2001 pour ses activités d'effilochage et de pulvérisation de chiffons, de teinture et de blanchiment de matières textiles.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Réseaux	Arrêté Préfectoral du 22/02/2001, article 4-2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Réseaux	Arrêté Préfectoral du 22/02/2001, article 5-1-3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Bassins de confinement	Arrêté Préfectoral du 22/02/2001, article 5-2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est constaté l'absence du plan des réseaux, de la déconnexion permettant l'isolement du réseau d'égout du site et l'extérieur et du bassin de confinement des eaux d'extinction d'incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/02/2001, article 4-2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts doivent être établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : Le schéma des réseaux et le plan des égouts n'a pas été présenté à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/02/2001, article 5-1-3
Thème(s) : Risques chroniques, Disconnexion

Prescription contrôlée : 5.1.3 – En complément des dispositions prévues à l'article 4.1 du présent arrêté, les réseaux d'égouts doivent être conçus et aménagés pour permettre leur curage. Un système de déconnexion doit permettre leur isolement par rapport à l'extérieur.
Constats : Aucun système de déconnexion ne permet l'isolement du réseau d'égout du site et l'extérieur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Bassins de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/02/2001, article 5-2
Thème(s) : Risques chroniques, confinement
Prescription contrôlée : 5.2 – <u>Bassins de confinement</u> L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris celles utilisées pour l'extinction, doit être recueilli dans un bassin de confinement. Les eaux doivent s'écouler dans ce bassin par gravité ou par un dispositif de pompage à l'efficacité démontrée en cas d'accident. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances, localement et à partir d'un poste de commande.
Constats : Absence de bassin de confinement pour le recueil des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris celles utilisées pour l'extinction.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois